L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 3 JUIN 1873. 25me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN 3 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir ces annonces.

Par le shérif, à l'entrepôt No 74, rue Ste Anne, deux bagues en diamants.—Aussi, au No 21, rue de l'Hôpital, meubles, effets, etc.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, en face de la rue Lafayette—Farine—et en face de la rue Julia. Maïs en sacs. Aussi, aux Nos 87 et 89, rue des Magasins, bacon épaulé.

Par Vincent & Co, aux Nos 82 et 84 de la rue de la Douane—Marchandises sèches, bonneterie articles de fantaisie, crêpes en couleur, etc.

Par Hofman, Marks & Co, au no 18 de la rue de Chartres—Chaussures, linge de chemise.

ATTENTION :

☞ Le Shérif procédera aujourd'hui, aux ventes à l'encan ci-après :

A 10 1/2 heures A. M., en son entrepôt No 74 rue Ste Anne entre celles Royale et Bourbon, Deuxième District, deux barges en diamants.

A 3 heures P. M., sur les lieux, No 21, rue de l'Hôpital, entre celles de la Vieille-Levée et de Chartres, même district, meubles meublant, outils de photographe, photographies, etc.

Voir aux annonces.

Farine ! — Voir l'annonce d'encan par D. E. Morphy.

Maïs ! — 3625 sacs de maïs à l'enchère, par D. E. Morphy. — Voir l'annonce.

Bacon-Epaules ! — Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

Le Rapport du Grand Juri.

Au milieu du désarroi causé par les conflits politiques, les gens qui ont déclaré la guerre à la société, mettent, naturellement, à profit l'absence de surveillance et de répression, pour multiplier leurs méfaits. Le nombre des déclassés augmente avec la pénurie des affaires et avec la misère qui en est la conséquence, et l'armée du crime et du vice recrute de nouveaux adeptes et devient de plus en plus dangereuse.

Cet état de choses a appelé l'attention du grand juri qui vient de présenter au juge Abell, de la Cour Criminelle, un exposé de la situation qui est profondément attristant, pour ne pas dire alarmant. Notre ville et les étrangers qui la visitent sont mis à rançon, journellement, par quelques centaines de gredins qui pratiquent le vol sous toutes ses formes, au su et au vu d'une police qui laisse faire : et l'impunité les enhardit dans leurs audacieux exploits, car ils savent que les poursuites qu'on dirigera contre eux seront illusoires ou qu'ils pourront, finalement, compter pour échapper à la vindicte publique, sur l'imbécilité ou la vénalité de certains jurés.

Le grand-juri a fait son devoir en signalant le mal, mais sa vigoureuse dénonciation des misères de notre présent état social, ne produira probablement qu'une impression passagère sur l'esprit public et n'aura pas de résultats pratiques.

Le remède à une pareille situation doit venir soit d'en haut, soit d'en bas. D'en haut, nous n'avons rien de bon à espérer. Notre pseudo-gouverneur, occupé à maintenir son usurpation contre le peuple, se soucie peu de protéger ceux qui sont ses administrés ni de veiller, si peu que ce soit, à ce que la police, bien qu'augmentée et renforcée, bien qu'armée d'une façon formidable, est trop bien entrée dans son rôle de garde prétorienne, pour condescendre à s'occuper des crimes vulgaires, ou des industriels inoffensifs qui, d'ailleurs, paient une licence ou une taxe secrète pour avoir le droit de dévaliser les innocents qui tombent dans leurs pièges. D'en bas, nous ne pouvons, davantage, compter sur un de ces remèdes énergiques qui ont servi, quelquefois, aux populations de ce pays, un comité de vigilance ou l'application de la loi de Lynch. La population, à force de lutter contre l'oppression politique, en est arrivée à manquer de ressort. Voulût-elle, d'ailleurs, se lever même pour pendre quelques bandits, elle trouverait devant elle les inévitables métropolitains, soutenus par les baïonnettes fédérales !

Le rapport du grand juri aura, donc, le sort des rapports analogues qui ont, périodiquement, soulevé le voile d'indifférence ou d'oubli sous lequel nos plaies sociales sont à peine cachées. Ce document ne fait, d'ailleurs, que résumer, sous une forme solennelle et authentique, ce qu'on peut lire tous les jours dans la chronique des journaux. C'est la synthèse de l'histoire du vice et du crime, de la culpabilité de la police et de l'impuissance ou de la complicité de la justice. C'est le portrait du cancer rongeur de notre société. Où est le guérisseur qui nous en délivrera ?

Tant s'enchaine dans la société et nous ne pourrons espérer d'aide du pouvoir politique et du pouvoir judiciaire que lorsque ces pouvoirs auront été réformés eux-mêmes et lorsqu'au lieu d'être le produit de la fraude, de la corruption et de l'arbitraire, ils émaneront de la source primitive de l'autorité, la souveraineté populaire. Le jour où le gouvernement représentera la masse des honnêtes gens, au lieu d'employer ses forces contre le peuple, il les dirigera contre les bandits et les voleurs et il en purgera facilement la communauté. Jusque-là, les choses tourneront dans le même cercle et, à côté du banditisme politique, nous verrons prospérer le banditisme particulier.

Revue des Journaux.

L'ordre du secrétaire de la guerre de ne pas permettre que les tombes des soldats confédérés à Arlington soient décorées le jour fixé comme "memorial day" paraît au *Picayune* rentrer dans la politique qui a en pour objet de perpétuer l'antagonisme sectionnel entre le Nord et le Sud. C'est cette politique qui a donné naissance à la "Grande Armée de la République" et aux "Ligues de l'Union." Tout cela a été inspiré par la haine des radicaux contre le Sud. C'est de la folie, pense notre confrère, car le moment viendra où les neuf millions de blancs du Sud redeviendront maîtres de leurs destinées.

Dans son édition de lundi, le *Picayune* publie et commente le mémoire présenté par le juge Bonner à la Cour Suprême de la Louisiane, pour obtenir une nouvelle audition de cause. M. Bonner a été élu, le 4 novembre dernier, juge de la Quatrième Cour de District, par une incontestable majorité, mais il a été évincé de son siége sous le gouvernement de Pinchback et remplacé par son concurrent radical, M. Lynch. La Cour Suprême, fidèle à son rôle, a décidé que la déclaration du bureau Lynch-Herron, Longstreet, Hawkins, était sans appel ni recours quelconque. Le mémoire de M. Bonner réfute cette monstrueuse théorie. Mais la cour qui a reçu le mémoire le vendredi 30 mai, a rejeté la demande le samedi matin. Notre confrère fait ressortir tout ce qu'il y a d'inique dans une pareille jurisprudence et il appelle sur cette décision l'attention des hommes du Nord qui nous conseillaient le recours aux cours.

Le *Picayune* pense que nous sommes à l'aurore d'un nouveau régime. " Il est temps, dit-il, que le troupeau de politiciens " canailles ", blancs et noirs soit mis de côté, et que nos institutions soient adaptées à l'avancement des intérêts des honnêtes gens. Dans ce but, il doit y avoir une entente commune embrassant toutes les races, toutes les couleurs et toutes les conditions : si un pareil arrangement est fait consciencieusement et fidèlement observé, la rédemption de la Louisiane sera assurée." A quoi nous disons " amen."

Il fut un temps, dit encore le *Times*, où un homme pouvait se glorifier, dans tout l'univers, du titre de citoyen américain. Notre pays a grandi sous tous les rapports, comment se fait-il qu'il n'en soit plus ainsi. Le *Times* recherche les causes de ce discrédit où les trouve dans la corruption engendrée par le désir de s'enrichir et qui a détourné la législation de son but légitime.

Dans son édition de lundi le *Times* développe cette idée que le parti dominant est condamné et que le peuple en demande un meilleur.

Dans un long article sur les spéculations de chemin de fer, le *Times* semble stigmatiser les projets d'extension de Grant au Mexique à l'influence des esprits de spéculateurs, tels que le colonel Scott et autres.

Le *Herald* s'occupe de la France et de son avenir. Il approuve Thiers d'avoir voulu rendre la république permanente et il croit que Mac Mahon est pleinement d'accord avec Thiers, ce qui est au moins douteux. Mac Mahon, le *Herald* le reconnaît, est un patriote incapable de se prêter aux intrigues politiques ni à une révolution civile. C'est pourquoi il ne cherchera ni à imposer la république, ni à la renverser ; il fera respecter les lois que voteera l'assemblée. L'article du *Herald* se termine par des généralités en faveur de la république.

Le *Republican* plaisante sur la formation projetée d'un nouveau parti ; il attribue cette idée au désappointement de quelques chercheurs de places et au désir d'obtenir que nouvelle élection. Puisque les mécontents acceptent nos principes, dit-il, qu'ils acceptent aussi nos candidats, cela évitera les frais d'une nouvelle élection, et il ajoute, en manière d'amorce, " nous accueillerons l'entrée dans nos rangs du nombre limité de démocrates qui veulent un nouveau parti," et il leur promet une part des places pour l'élection de novembre 1874.

LA TENTATIVE D'ASSASSINAT CONTRE LE RÉDACTEUR DU "HERALD". — La tentative d'assassinat commise, samedi soir, contre la personne de M. Hancock, rédacteur du *Herald*, est attribuée par ce journal à deux hommes qui n'auraient été que les instruments de la vengeance de personnages dont les méfaits ont été dénoncés par notre confrère. L'affaire est soumise au Grand Juri, et nous attendrons le résultat de l'instruction qui a lieu en ce moment. Mais nous pouvons, à l'avance, assurer à nos confrères du *Herald* que nous ferons cause commune avec eux pour la défense des droits de la presse, s'il est établi que la brutale attaque dont a failli être victime M. Hancock n'a eu d'autre motif qu'une vengeance politique. Les fauteurs d'un pareil crime doivent être mis au pilori de l'opinion publique par toute la presse.

POUR LE BÉNÉFICE DE MARK KAISER. — C'est ce soir qu'aura lieu, au Théâtre des Variétés, la représentation dramatique dont nous avons déjà parlé plusieurs fois. Les pièces sont bien choisies et les rôles en seront remplis par d'habiles artistes. Quant à la partie musicale de la soirée, nous pouvons donner au public l'assurance qu'il en sera satisfait.

L'ILLUSTRATION. — La librairie Liébert & Cie. a reçu les numéros du 17 mai de cette intéressante publication.

☞ Chapeaux de Panama, à grand sacrifice au Robt E. Lee.

Ginger Ale, 21, rue Carondelet.

1000 cartons de rubans provenant des encans de New York seront vendus à un grand rabais, chez C. Jaubert & Co., 20 Chartres.

Louisiane.

LES PRISONNIERS DE St MARTINVILLE. — On lira avec intérêt les renseignements contenus dans les deux lettres suivantes sur la réception, à la Nouvelle Ibérie et à St. Martinville, des prisonniers de la paroisse St. Martin.

Nouvelle-Ibérie, 30 mai 1873.

Messieurs,

Le hasard m'a fait arriver à la Nouvelle Ibérie le même jour que M. Alcibiade De Blanc et ses compagnons d'infortune ; ils ont débarqué ici, hier, à 3 heures du matin : ils ont été reçus avec de grandes manifestations de joie. Ils ont fait, dans le village, une entrée vraiment triomphale. Après plusieurs discours prononcés avec éloquence, les citoyens du village et des environs, musique en tête, ont accompagné monsieur le shériff à l'hôtel du Live Oak, tenu par Mme. de Lesseps qui leur avait préparé une magnifique et succulente collation. Soixante-dix personnes ont pris part à ce joyeux festin, plusieurs santés très patriotiques ont été portées.

J'ai l'honneur de vous saluer,

UN DE VOS ABONNÉS, comme voyageur.

Paroisse St-Martin.

Monsieur le Rédacteur.

Jeudi 29 sont arrivés à St-Martin les prisonniers des autorités fédérales. Partout sur la route de retour la réception qu'on leur a faite a été cordiale, patriotique.

Les habitants du Pont-Breaux, de la Fausse-Pointe, de la Nlle-Ibérie, de St-Martin les ont accompagnés, musique en tête, de la Nlle-Ibérie à St-Martinville. Plus de 800 personnes, malgré les chemins affreux, étaient réunies, sans compter les habitants du village. Chacun voulait être le premier à serrer la main des citoyens victimes du mensonge d'un misérable fabriqué pour tirer les métropolitains du guêpier où ils s'étaient fourrés. Il paraît que l'arrivée de grands arbres où des tables étaient ouvertes de viandes de toute sorte, des pièces à la façon homérique, des gateaux pour les dames, qui étaient très nombreuses, etc. Le tout arrosé de plusieurs barriques de bon vin.

Avant le repas, une demoiselle a récité un petit discours et a présenté aux exprisonniers une jolie bannière où étaient écrits ces mots :

" Honneur et Patrie."

Le colonel De Blanc a répondu par un discours approprié à la circonstance, acceptant la devise de la Vieille France, " Honneur et Patrie." Il a rappelé les faussetés portées dans son affidavit devant le commissaire Simmons, et détruites par les témoignages des gens de couleur eux mêmes, dont une députation pouvait témoigner de qu'ils les avait protégés, soutenus plus que jamais radical ne l'avait fait et ne le ferait. M. Alex. De Clouet a été prié de prendre la parole et dans une petite allocution, bien sentie, a fait comprendre que cette petite course de St-Martin avait ranimé le courage des Louisianais et de tout le peuple américain, qui commençait à être foulé aux pieds par l'oppression.

M. C. L. Fournet a adressé aussi à l'assemblée quelques mots en anglais, où il a traité, comme il le mérite, M. W. P. Kellogg faisant allusion de faux affidavits.

Les orateurs ont été couverts de bouquets. M. Alcibiade De Blanc surtout qui les a partagés avec ses compagnons ; et même il a choisi parmi une des deux qui se trouvaient à sa table avec lui, et leur distribuant à chacun une fleur il a dit :

" Ici on nous paie avec des fleurs notre dévouement à l'honneur et à la patrie, ailleurs on donne de l'argent à ceux qui sont infidèles à l'honneur et à la Patrie."

Inutile de dire que cette phrase a été couverte d'applaudissements, comme beaucoup d'autres. Il a été aussi vivement applaudi quand il a dit que certain nombre de ses compagnons avaient été traités par le général Sheridan comme des criminels ordinaires, qu'ils avaient été jetés dans des cachots infects, qu'ils avaient été privés de leurs effets, même de leurs vêtements, et qu'il n'était pas encore remboursé de ces dépenses. Avec une emphase [illegible] Bernard Marigny, Y aura-t-il donc toujours dévouement et noblesse dans ce sang là ?

Un bal magnifique a terminé la journée.

Votre très humble serviteur.

D. E. F.

Nous avons reçu deux autres correspondances de la Nouvelle Ibérie, qui ont également trait à la réception du colonel De Blanc et de ses compagnons ; nous regrettons de ne pouvoir ni les reproduire ni en donner des extraits, mais elles ne font que relater, en d'autres termes, les faits déjà racontés plus haut. Nous remercions néanmoins nos correspondants de leur attention.

DONALDSONVILLE. — La variole a entièrement disparu de Donaldsonville.

FERTILITÉ DU SOL. — Le *Courrier de la Nelle-Ibérie* affirme avoir vu, sur l'habitation de M. Jean Rodrigues, des pêches en plein rapport qui ne dataient que d'un an, les noyaux ayant été confiés à la terre au commencement du printemps de 1872.

THIBODAUX. — Les procédures de mascarade se voient, dit le *Sentinelle* de Thibodaux, dans la gêne. Les pièces à la façon homérique, des gateaux pour les dames, qui étaient très nombreuses, etc. Le tout arrosé de plusieurs barriques de bon vin.

Avant le repas, une demoiselle a récité un petit discours et a présenté aux exprisonniers une jolie bannière où étaient écrits ces mots :

" Honneur et Patrie."

Le colonel De Blanc a répondu par un discours approprié à la circonstance, acceptant la devise de la Vieille France, " Honneur et Patrie." Il a rappelé les faussetés portées dans son affidavit devant le commissaire Simmons, et détruites par les témoignages des gens de couleur eux mêmes, dont une députation pouvait témoigner de qu'ils les avait protégés, soutenus plus que jamais radical ne l'avait fait et ne le ferait. M. Alex. De Clouet a été prié de prendre la parole et dans une petite allocution, bien sentie, a fait comprendre que cette petite course de St-Martin avait ranimé le courage des Louisianais et de tout le peuple américain, qui commençait à être foulé aux pieds par l'oppression.

M. C. L. Fournet a adressé aussi à l'assemblée quelques mots en anglais, où il a traité, comme il le mérite, M. W. P. Kellogg faisant allusion de faux affidavits.

Les orateurs ont été couverts de bouquets. M. Alcibiade De Blanc surtout qui les a partagés avec ses compagnons ; et même il a choisi parmi une des deux qui se trouvaient à sa table avec lui, et leur distribuant à chacun une fleur il a dit :

" Ici on nous paie avec des fleurs notre dévouement à l'honneur et à la Patrie, ailleurs on donne de l'argent à ceux qui sont infidèles à l'honneur et à la Patrie."

Inutile de dire que cette phrase a été couverte d'applaudissements, comme beaucoup d'autres. Il a été aussi vivement applaudi quand il a dit que certain nombre de ses compagnons avaient été traités par le général Sheridan comme des criminels ordinaires, qu'ils avaient été jetés dans des cachots infects, qu'ils avaient été privés de leurs effets, même de leurs vêtements, et qu'il n'était pas encore remboursé de ces dépenses. Avec une emphase [illegible] Bernard Marigny, Y aura-t-il donc toujours dévouement et noblesse dans ce sang là ?

Un bal magnifique a terminé la journée.

Votre très humble serviteur.

D. E. F.

Nous avons reçu deux autres correspondances de la Nouvelle Ibérie, qui ont également trait à la réception du colonel De Blanc et de ses compagnons ; nous regrettons de ne pouvoir ni les reproduire ni en donner des extraits, mais elles ne font que relater, en d'autres termes, les faits déjà racontés plus haut. Nous remercions néanmoins nos correspondants de leur attention.

DONALDSONVILLE. — La variole a entièrement disparu de Donaldsonville.

FERTILITÉ DU SOL. — Le *Courrier de la Nelle-Ibérie* affirme avoir vu, sur l'habitation de M. Jean Rodrigues, des pêches en plein rapport qui ne dataient que d'un an, les noyaux ayant été confiés à la terre au commencement du printemps de 1872.

THIBODAUX. — Les procédures de mascarade se voient, dit la